

Dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe de Travail Protection (GTP) et sous la co-facilitation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), REACH a conduit une évaluation de la situation en termes de protection des populations déplacées internes et réfugiées vivant dans la région de Diffa entre le 15 septembre et le 12 octobre 2018. Cette évaluation visait à fournir une vue d'ensemble de la situation en termes de protection de la population déplacée (personnes déplacées internes (PDI) et réfugiés) dans la région de Diffa afin de permettre une réponse humanitaire plus adaptée.

L'évaluation a couvert 175 sites et 1 camp (Sayam Forage) dans 10 communes : N'Guigmi, Kabalewa, Bosso, Toumour, Gueskerou, Diffa, Chetimari, Foulatari, Goudoumaria et Maine Soroa. Une méthodologie mixte a été adoptée incluant un volet quantitatif et un volet qualitatif. Des entretiens ont été effectués avec 622 informateurs clés (IC), sur la base de deux questionnaires distincts

avec un IC interrogé par statut (Réfugié/PDI) dans chaque site dont un questionnaire sur la situation générale en termes de protection et un questionnaire sur la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre. Pour le volet qualitatif, un total de 48 groupes de discussions ont été réalisés dans 8 communes¹ avec 6 groupes de discussions distincts par commune dont 3 groupes par statut (femmes - filles - garçons)². Les résultats doivent être considérés comme indicatifs et non représentatifs de la situation dans les sites évalués.

Douze fiches d'informations (une par thématique et par statut) ont été réalisées afin de présenter les résultats quantitatifs principaux de cette évaluation.

Cette fiche présente la situation en termes de vulnérabilités dans 147 sites dans lesquels des IC réfugiés ont été interrogés.

Groupes de personnes vulnérables

Principaux groupes de personnes vulnérables identifiés par les IC, par nombre de sites³ :

- | | |
|----------------------------------|-------|
| 1. Femmes âgées (50 ans ou plus) | (101) |
| 2. Hommes (18-49 ans) | (76) |
| 3. Hommes âgés (50 ans ou plus) | (75) |
| 4. Femmes (18-49 ans) | (74) |
| 5. Bambins (inférieur à 5 ans) | (67) |

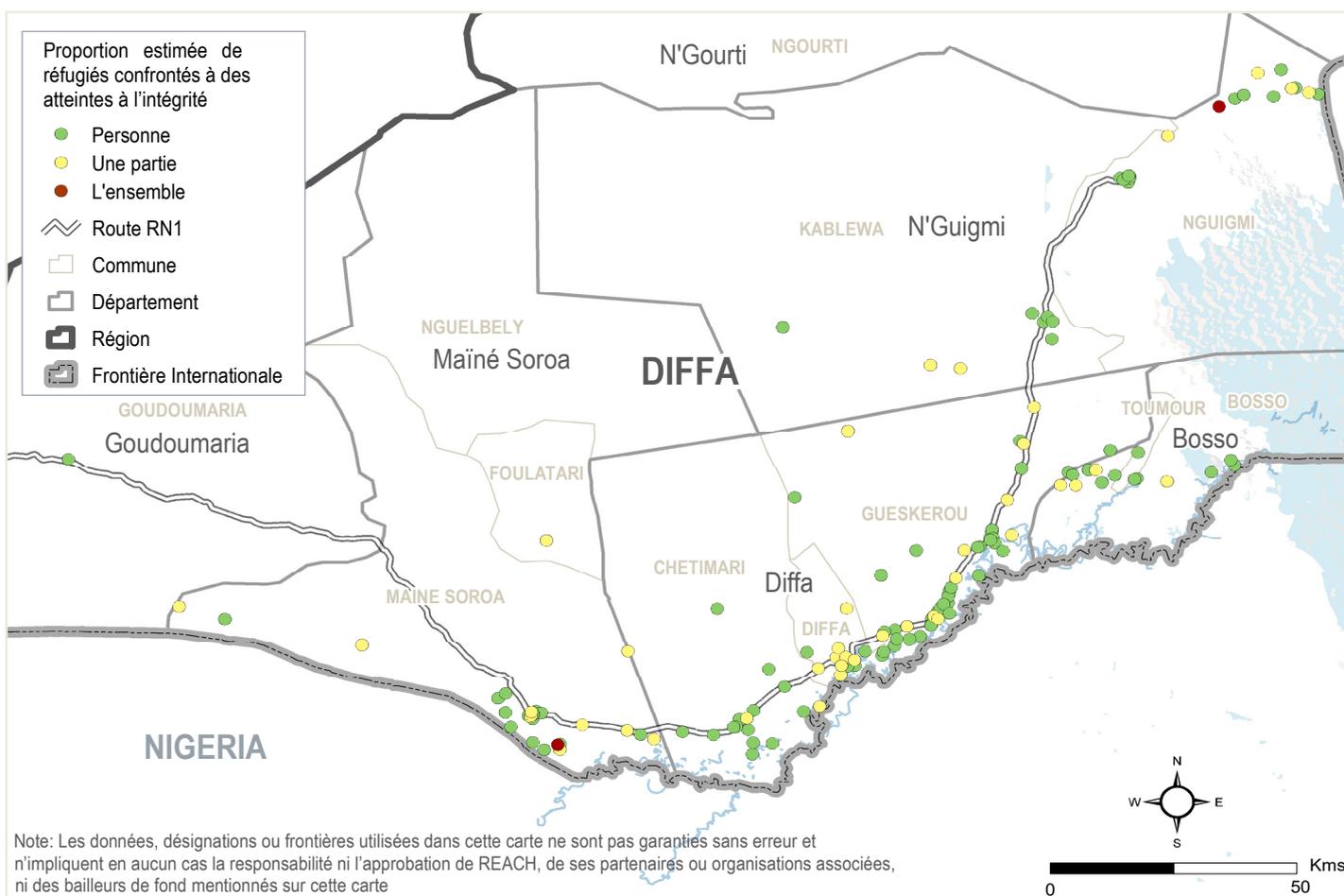
Atteintes à l'intégrité de la personne

Dans **44/147** sites, les IC ont rapporté qu'au moins une partie⁴ de la population a été **confrontée à des atteintes à l'intégrité de la personne au cours des six mois précédant l'enquête.**

Parmi ces sites, **principaux types d'atteinte rapportés**, par nombre de sites³ :

- | | |
|----------------------------------------------------------|------|
| 1. Discrimination en termes d'accès aux services de base | (44) |
| 2. Violence physique | (21) |
| 3. Mariage forcé/précoce | (20) |

Proportion estimée de réfugiés ayant été confrontés à des atteintes à l'intégrité au cours des 6 mois précédant l'évaluation selon les IC



Documentation légale

Dans **125/147** sites, **au moins une partie⁴ de la population** n'aurait **pas de documents légaux** (documents d'état civil/acte ou extrait de naissance).

Parmi ces **125** sites :

Catégories de la population manquant le plus souvent de documents légaux selon les IC³ :

1. Hommes (18-49 ans) (67)
2. Femmes (18-49 ans) (60)
3. Femmes âgées (50 ans et plus) (56)

Conséquences les plus fréquentes liées au manque de documentation légale selon les IC³ :

1. Difficultés en termes de circulation/mouvement (117)
2. Difficultés pour accéder aux services de base (40)
3. Difficultés pour accéder à un travail (36)

Voies de référencement

Existence d'au moins une voie de référencement au sein du site selon les IC, par nombre de sites :



121/147 (82%) Oui
26/147 (18%) Non

Nombre de sites dans lesquels **au moins une partie⁵ de la population** connaît, a accès et utilise les voies de référencement selon les IC :

Connaissance	120/121
Accessibilité	117/120
Utilisation	116/117
Efficacité	115/116

Enregistrement des nouveau-nés

Proportion estimée de la population ayant rapporté aux IC **rencontrer des difficultés pour enregistrer les nouveau-nés**, par nombre de sites :

L'ensemble	(19)
Une partie⁴	(30)
Personne	(92)
Ne sait pas	(6)

Parmi les sites dans lesquels au moins une partie⁴ de la population a rapporté aux IC rencontrer de telles difficultés **(49)**, les **principales raisons** évoquées sont, par nombre de sites³ :

1. Ne savent pas où ils peuvent s'enregistrer (28)
2. Manque de moyens financiers (22)
3. Ne savent pas comment faire (19)

Parmi les sites dans lesquelles au moins une partie⁴ de la population utilise ces voies **(116)**, **principales voies utilisées**, par nombre de sites³ :

1. Services médicaux (92)
2. Services éducatifs (73)
3. Services délivrant des documents légaux (58)

Parmi ces sites / camp, **au moins une partie⁴ de la population considère ces voies comme étant efficaces** dans **115/116** sites selon les IC.

Principales raisons pour lesquelles ces voies sont jugées efficaces³ :

1. Répond aux besoins de la population (101)
2. Améliore les perspectives futures (48)
3. Permet d'obtenir des conseils (31)

¹ Les 8 communes dans lesquelles des groupes de discussion ont été menés sont les suivantes : Diffa, N'Guigmi, Maine Soroa, Chetimari, Bosso, Gueskerou, Toumour et Kabalewa

² Les enfants (filles et garçons) ayant participé aux groupes de discussion étaient âgés de 11 à 17 ans

³ Les IC pouvaient choisir plusieurs options de réponses (question à choix multiple)

⁴ Une partie désigne : la majorité, la moitié et la minorité